

# **GE\_GERICHTE ACJC/1460/2021 vom 12. November 2021**

GE Cour de justice, 2021-11-12, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ACJC\\_1460\\_2021](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_1460_2021)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/1460/2021 du 12 novembre 2021

IT: GE\_GERICHTE ACJC/1460/2021 del 12 novembre 2021

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

Les décisions relatives aux avances de frais et aux sûretés peuvent faire l'objet d'un recours (art. 103 CPC). La décision entreprise est une ordonnance d'instruction, soumise au délai de dix jours de l'art. 321 al. 2 CPC.

- 5/10 -

C/8173/2021 Interjeté dans le délai requis et selon la forme prévue par la loi (art. 321 CPC), le recours est recevable.

### **E. 1.2**

La cognition de la Cour est limitée à la constatation manifestement inexacte des faits et à la violation du droit (art. 320 CPC).

### **E. 2**

Le recourant critique la quotité de l'avance de frais requise en première instance, se prévalant en particulier de sa situation financière difficile et de l'inapplicabilité de l'art. 17 RTFMC au cas d'espèce, puisque, selon lui, l'action qu'il a formée ne serait pas de nature pécuniaire.

#### **E. 2.1.1**

Aux termes de l'art. 98 CPC, le tribunal peut exiger du demandeur une avance à concurrence de la totalité des frais judiciaires présumés. L'avance a un double but: éviter que le demandeur puisse s'avérer insolvable ou doive être poursuivi si c'est finalement lui qui doit supporter les frais judiciaires en tout ou en partie, dans le cadre de leur répartition finale, d'une part, et assurer que l'Etat n'aura pas de peine à recouvrer les montants mis à la charge du défendeur dans cette même répartition finale, l'avance en question servant au fond dans ce cas de garantie de paiement, d'autre part (TAPPY, in Commentaire romand, Code de procédure civile, 2019, n. 3 ad. art. 98 CPC). L'art. 98 CPC n'autorise pas la partie demanderesse à exiger une réduction de l'avance alors que les conditions dont dépend l'assistance judiciaire, relatives aux ressources insuffisantes de cette partie (art. 118 let. a CPC) et aux chances de succès de la demande (art. 118 let. b CPC) ne sont pas satisfaites. En particulier, l'équité ne justifie pas qu'un plaideur - même peu fortuné - obtienne une réduction de l'avance alors que sa demande en justice n'offre peut-être aucune chance de succès. Or, il n'incombe pas au juge de l'avance de frais d'évaluer les chances de succès de la demande. Même au regard des principes de la célérité et de l'économie de la procédure, il est raisonnablement exigible de la partie demanderesse qu'elle introduise une requête d'assistance judiciaire, avec les justificatifs à produire selon l'art. 119 al. 2 CPC, lorsqu'elle revendique une dispense ou une réduction de l'avance de frais (arrêt du Tribunal fédéral 4A\_186/2012 du 19 juin 2012 consid. 5-7; cf. également arrêt du Tribunal fédéral

4A\_660/2015 du 9 juin 2016 consid. 4.1). Lorsqu'il n'y a pas de droit à l'assistance judiciaire, il relève du pouvoir d'appréciation du Tribunal, dans la fixation du montant de l'avance de frais, de prendre en considération la capacité financière d'une partie. A défaut, celle-ci se verrait, de fait, refuser l'accès aux tribunaux. Dans un tel cas, il est conforme à la volonté du législateur de faire un usage généreux de la possibilité de dispense

- 6/10 -

C/8173/2021 (partielle) du versement de l'avance de frais (arrêt du Tribunal fédéral 4A\_356/2014 du 5 janvier 2015 consid. 1.2.2).

### **E. 2.1.2**

Pour déterminer le montant des frais, il y a lieu de se référer au tarif des frais prévu par le droit cantonal (art. 96 CPC). Selon l'art. 19 al. 3 LaCC, les émoluments forfaitaires sont calculés en fonction de la valeur litigieuse, s'il y a lieu, de l'ampleur et de la difficulté de la procédure et sont fixés dans un tarif établi par le Conseil d'Etat (art. 19 al. 6 LaCC), soit le RTFMC (RS GE E 1 05. 10). La fixation de l'avance de frais doit correspondre en principe à l'entier des frais judiciaires présumables (art. 2 RTFMC), compte tenu notamment des intérêts en jeu, de la complexité de la cause, de l'ampleur de la procédure et de l'importance du travail qu'elle impliquera, par anticipation sur la décision fixant l'émolument forfaitaire arrêté en fin de procédure (art. 5 RTFMC). L'art. 17 RTFMC prévoit un émolument forfaitaire de décision de 20'000 fr. à 100'000 fr. pour une cause pécuniaire dont la valeur litigieuse se situe entre 1'000'001 fr. à 10'000'000 fr. Selon l'art. 18 RTFMC, l'émolument forfaitaire de décision est fixé entre 200 fr. et 50'000 fr. dans les causes non pécuniaires. L'art. 7 RTFMC dispose que lorsqu'une cause est retirée, transigée, déclarée irrecevable, jointe à une autre cause ou lorsque l'équité le justifie, l'émolument minimal peut être réduit, au maximum à concurrence des  $\frac{3}{4}$ , mais, en principe, pas en deçà d'un solde de 1'000 fr. (al. 1) et que lorsque des circonstances particulières le justifient, il peut être entièrement renoncé à la fixation d'un émolument (al. 2).

### **E. 2.1.3**

Les émoluments de justice obéissent au principe de l'équivalence (ATF 133 V 402 consid. 3.1). Ainsi, leur montant doit être en rapport avec la valeur objective de la prestation fournie et rester dans des limites raisonnables. Pour que le principe de l'équivalence soit respecté, il faut que l'émolument soit raisonnablement proportionné à la prestation de l'administration, ce qui n'exclut cependant pas un certain schématisme (ATF 139 III 334 consid. 3.2.4). Les émoluments doivent toutefois être établis selon des critères objectifs et s'abstenir de créer des différences qui ne seraient pas justifiées par des motifs pertinents (ATF 139 III 334 consid. 3.2.4). Le taux de l'émolument ne doit pas, en particulier, empêcher ou rendre difficile à l'excès l'accès à la justice (arrêt du Tribunal fédéral 2C\_513/2012 du 11 décembre 2012 consid. 3.1).

### **E. 2.1.4**

L'art. 98 CPC est une "Kann-Vorschrift", le Tribunal jouissant en la matière d'un important pouvoir d'appréciation, puisque s'il doit en principe réclamer une avance de frais correspondant à l'entier des frais judiciaires présumables, il peut également réclamer un montant inférieur, voire renoncer à toute avance de frais,

- 7/10 -

C/8173/2021 étant cependant relevé que le prélèvement d'une avance de frais pleine et entière est la règle et que celle d'une avance moindre, ou la renonciation à percevoir une avance, sont l'exception (ATF 140 III 159 consid. 4.2). L'avance de frais ne préjuge pas de la décision à rendre plus tard quant au montant des frais judiciaires (arrêt du Tribunal fédéral 4A\_226/2014 du 6 août 2014 consid. 2.1). Dès lors, la Cour examine la cause avec une certaine réserve. Ainsi, seul un abus du pouvoir d'appréciation du juge constitue une violation de la loi (ACJC/1547/2018 du 8 novembre 2018; ACJC/278/2014 du 25 février 2014; ACJC/208/2014 du 13 février 2014; TAPPY, op. cit., n. 8 ad. art. 98 CPC).

### **E. 2.2.1**

L'action en libération de dette prévue à l'art. 83 al. 2 LP est une action négatoire de droit matériel, qui tend à faire constater l'inexistence ou l'inexigibilité de la créance invoquée par le poursuivant. Elle aboutit à un jugement revêtu de l'autorité de la chose jugée en dehors de la poursuite en cours quant à l'existence de la créance litigieuse; elle est le pendant de l'action en reconnaissance de dette, au sens de l'art. 79 LP, dont elle ne se distingue que par le renversement du rôle procédural des parties. En effet, le créancier est défendeur au lieu d'être demandeur (ATF 127 III 232 consid. 3a). Le jugement rejetant l'action n'emporte aucune condamnation pécuniaire du poursuivi; il n'en demeure pas moins qu'il constate définitivement la qualité d'obligé de celui-ci (ATF 127 III 232 consid. 3a; arrêt du Tribunal fédéral 5A\_398/2017 du 28 août 2017 consid. 4.1.2). L'action en libération de dette est de nature pécuniaire (cf. parmi d'autres : ATF 133 III 446; arrêts du Tribunal fédéral 5A\_398/2017 du 28 août 2017, 4A\_596/2011 du 29 novembre 2011, 5C.11/2005 du 27 mai 2005), le fait qu'il s'agisse d'une action constatatoire n'étant pas déterminant à cet égard (cf. TAPPY, op. cit., n. 6 ad art. 91 CPC).

### **E. 2.3**

En l'occurrence, le recourant conteste l'application de l'art. 17 RTFMC, faisant valoir que l'action en libération de dette qu'il a formée contre B\_\_\_\_\_ AG ne serait pas de nature pécuniaire, puisqu'elle vise uniquement à modifier la date d'exigibilité du remboursement de la dette hypothécaire, mais non à le libérer de la dette en question. Quoi qu'en dise le recourant, dès lors que son action vise à faire constater que les prétentions de la banque n'étaient pas exigibles au moment où les poursuites ont été engagées contre lui, il s'agit bien d'une cause pécuniaire, conformément aux principes rappelés ci-dessus. C'est donc à juste titre que le Tribunal s'est fondé sur l'art. 17 RTFMC pour fixer l'avance de frais litigieuse. Au demeurant, le recourant perd de vue que même une application de l'art. 18 RTFMC relatif aux causes de

- 8/10 -

C/8173/2021 nature non pécuniaire aurait pu conduire à la fixation d'une avance de frais de 50'000 fr., puisqu'il s'agit du montant maximum prévu par cette disposition.

Par ailleurs, dans la mesure où les conclusions principales du recourant tendent à faire constater que l'intégralité des créances déduites en poursuite n'étaient pas exigibles, avec pour conséquence que les deux poursuites diligentées contre lui ne peuvent pas être continuées, il faut admettre que la valeur litigieuse correspond au montant desdites créances et se monte dès lors à 2'332'000 fr.

Cela étant, cette valeur litigieuse se situe plutôt dans le bas de la fourchette déterminante, qui va de 1'000'001 fr. à 10'000'000 fr., de sorte que l'avance devrait être fixée à un montant

inférieur à 50'000 fr., en particulier au regard des motifs qui suivent. S'il ne peut être considéré que la cause sera dénuée de toute complexité, en particulier sur le plan juridique, il y a également lieu de tenir compte du fait que la plupart des faits déterminants ont en l'occurrence d'ores et déjà été allégués dans le cadre de la procédure de mainlevée, de sorte que l'instruction de la cause impliquera a priori un travail limité. Aussi, tout en prenant en considération le montant important de la valeur litigieuse, il apparaît adéquat, au vu des circonstances, de fixer l'avance de frais à 30'000 fr. Dans l'hypothèse où l'instruction de la cause engendrerait néanmoins des frais supérieurs, le Tribunal pourra, en tout état de cause, réclamer une avance complémentaire, en vertu de l'art. 2 al. 2 RTFMC. En revanche, aucun motif ne justifie une réduction du montant précité en application de l'art. 7 RTFMC. La possibilité que l'action en libération de dette formée par le recourant contre B\_\_\_\_\_ AG soit hypothétiquement couronnée de succès et lui permette de mieux désintéresser son créancier séquestrant au plan civil, soit les C\_\_\_\_\_, est dépourvue de toute pertinence pour statuer sur la quotité de l'avance de frais pouvant être requise. Le recourant se borne à exposer, sans justificatif à l'appui, qu'il ne dispose d'aucune économie et qu'il lui est impossible d'obtenir un prêt garanti par ses biens immobiliers pour se procurer les fonds nécessaires au paiement d'une avance de frais. Les allégués du recourant au sujet de sa situation financière n'étant pas rendus vraisemblables – en particulier, le séquestre de ses avoirs détenus auprès de B\_\_\_\_\_ AG n'excluant pas qu'il dispose de biens auprès d'autres établissements financiers –, aucun élément ne permet de retenir que le montant nouvellement fixé ci-dessus présenterait un caractère prohibitif, empêchant le recourant d'user de son droit constitutionnel d'accéder aux tribunaux, étant encore précisé que dans le cas contraire, il aurait la possibilité de solliciter l'assistance juridique, s'il s'y estime fondé. Compte tenu de ce qui précède, le recours sera partiellement admis, la décision querellée sera annulée, et l'avance de frais sera arrêtée à 30'000 fr.

- 9/10 -

C/8173/2021 Le Tribunal de première instance sera invité à impartir à A\_\_\_\_\_ un nouveau délai pour le paiement de cette avance.

### **E. 3**

Compte tenu de l'issue de la procédure, le recourant, qui succombe partiellement, sera condamné à verser aux Services financiers du Pouvoir judiciaire un montant de 300 fr. à titre de frais judiciaires réduits du recours (art. 106 CPC et 23 et 41 RTFMC). Ces frais seront compensés à due concurrence avec l'avance qu'il a fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève dans cette mesure. Le solde de son avance lui sera restituée. \* \* \* \* PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par A\_\_\_\_\_ contre la décision DTPI/4665/2021 rendue le 3 mai 2021 par le Tribunal de première instance dans la cause C/8173/2021. Au fond : Annule la décision querellée et cela fait, statuant à nouveau : Fixe l'avance de frais due par A\_\_\_\_\_ à 30'000 fr. Invite le Tribunal de première instance à impartir à A\_\_\_\_\_ un nouveau délai pour le paiement de cette avance. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 300 fr., les met à la charge de A\_\_\_\_\_, et dit qu'ils sont compensés à concurrence de ce montant avec l'avance de frais versée, qui reste acquise à l'Etat de Genève dans cette mesure. Ordonne aux Services financiers du Pouvoir judiciaire de restituer 300 fr. à A\_\_\_\_\_. Siégeant : Monsieur Laurent RIEBEN, président; Monsieur Patrick CHENAUX, Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, juges; Jessica ATHMOUNI, greffière.

- 10/10 -

C/8173/2021

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.